

Retour sur des crimes longtemps cachés; Au Kosovo, la " sale guerre " de l'UCK

02/03/2011 - Le Monde Diplomatique / France

Douze ans après le conflit qui devait conduire la province serbe à majorité albanaise sur la voie de l'indépendance, enquêtes et témoignages révèlent l'ampleur des exactions commises par des membres de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Les victimes se comptent aussi bien parmi les civils serbes que dans les rangs des rivaux politiques de l'UCK.

Le 27 octobre 1999, plusieurs mois après l'entrée des troupes de la Force de maintien de la paix au Kosovo (KFOR), la mission de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans ce territoire placé depuis juin sous administration provisoire des Nations unies, M. Budimir Baljosevic, un enseignant de 50 ans, a tenté, en compagnie de quatre amis, de s'enfuir du « ghetto » où étaient parqués les Serbes d'Orahovac/Rahovec (1). Un Rom de la ville, M. Agron N., s'était proposé de les conduire à Rozaje, au Monténégro, contre 1 200 marks allemands (600 euros) par personne. N. avait de bons arguments pour justifier une somme aussi élevée : il travaillait auprès du Corps de protection du Kosovo (TMK), la structure supervisée par l'OTAN pour assurer la « réinsertion sociale » des anciens guérilleros de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). N. avait déjà réussi quatre exfiltrations de Serbes d'Orahovac. Ce maçon construisait la nouvelle base du TMK dans la ville voisine de Djakovica/Gjakovë, et c'est justement là que se perd la trace des cinq Serbes.

« Je me suis arrêté pour chercher mon beau-frère, qui devait partir en convoi avec nous. J'avais laissé les Serbes dans la voiture. Quand je suis sorti de la maison de mon beau-frère, on m'a crié de me cacher, et des inconnus ont enlevé les Serbes, dont on n'a plus jamais eu de nouvelles », explique N., qui a lui-même préféré s'exiler durant plusieurs mois à Novi Pazar, en Serbie, « par sécurité ». Le frère de M. Baljosevic a tenté à maintes reprises d'obtenir des renseignements sur les disparus, sans succès. « Des militaires italiens de la KFOR sont venus me voir, ainsi que des policiers des Nations unies, mais je n'ai jamais eu de nouvelles. »

Le sort de ces disparus est tragiquement banal. M. Negovan Mavric tient un petit café à Velika Hoca, une enclave serbe située à quelques kilomètres d'Orahovac/Rahovec, et dirige la branche locale de l'Association des familles de personnes disparues. Il présente la liste des morts et disparus de la commune : les restes des dix-neuf Serbes enlevés en 1998 et 1999 ont été retrouvés, mais soixante-quatre autres personnes sont toujours manquantes, cinquante-cinq Serbes et neuf Roms. Le premier meurtre d'un civil serbe remonte au 12 mai 1998, quand ont commencé les affrontements entre la police serbe et la guérilla de l'UCK pour le contrôle de la petite région d'Orahovac, où vivaient alors de nombreux Serbes. Le dernier enlèvement a eu lieu le 28 juillet 2000, plus d'un an après l'établissement du protectorat international (lire « Des conclusions explosives »).

Les coteaux qui entourent Velika Hoca sont recouverts de vignes. Le paysage est clos par des sommets impressionnants qui marquent les frontières du Kosovo et de l'Albanie : le massif du Shar, celui de Pashtrik, les montagnes du Has et, plus au nord, vers le Monténégro, la Prokletijë, les « Cimes maudites ». Autrefois, Albanais et Serbes cohabitaient sans heurts dans la commune d'Orahovac/Rahovec, dont dépend le village. Depuis juin 1999, la présence serbe dans la région se réduit aux sept cents habitants de Velika Hoca et à trois cents autres terrés

dans le ghetto de la ville haute d'Orahovac. Ils étaient près de dix mille jusqu'en 1999. Les Serbes ont été chassés des villages mixtes de Zociste, Oterusa ou Retimlije.

La majorité des « disparus » d'Orahovac ont été enlevés dès juillet 1998, quand l'UCK a brièvement investi la ville. Un groupe important de civils serbes du village de Retimlije a été conduit dans une base de cette organisation située dans le village voisin de Semetiste. Les femmes ont été libérées quatre jours plus tard par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge, tandis que les hommes, dont un adolescent de 16 ans, n'ont jamais été revus vivants. Certains corps ont été identifiés parmi les restes, découverts en avril 2005, de vingt et une personnes jetées dans une fosse commune située dans le village de Volujak/Valljakë, près de Klina, à plusieurs dizaines de kilomètres de là.

Mme Olgica Bozanic, originaire d'Orahovac, réfugiée à Belgrade, milite au sein de l'Association des familles de personnes disparues. Elle a perdu ses deux frères, des oncles et des cousins, en tout près de dix parents. Elle affirme avoir eu des nouvelles de l'un d'eux par l'intermédiaire d'anciens voisins albanais, eux-mêmes détenus durant plusieurs mois par la guérilla pour collaboration supposée avec le régime serbe. Selon le témoignage de ces derniers, des Serbes de la région d'Orahovac auraient d'abord été détenus près de la principale base de l'UCK dans la région, dans le village de Drenovac/ Drenovcë. Après la fin de la guerre, ils auraient été transférés à Deva, un village des montagnes du Has jouxtant la frontière albanaise. Il semble que l'UCK y ait investi et transformé en centre de détention un ancien poste militaire après le retrait de l'armée yougoslave, en juin 1999. Les survivants d'Orahovac auraient ensuite été conduits à Kukës, en Albanie, puis à Durrës, sur la côte, où ces témoins albanais les auraient vus vivants, dans une prison de l'UCK, en 2001.

Toutefois, on peut supposer que la grande majorité des Serbes enlevés avant la fin de la guerre ont été assassinés à l'intérieur des frontières du Kosovo. En revanche, la piste de ceux qui ont été enlevés après le déploiement des troupes de l'OTAN se perd, même si l'hypothèse de déportations vers l'Albanie est avancée depuis longtemps. A l'automne 1999, M. Sefko Alomerovic, président du Comité Helsinki du Sandjak de Novi Pazar — une structure régionale indépendante du Comité Helsinki de Serbie —, avait longuement enquêté à ce sujet. Son rapport est aujourd'hui introuvable, et M. Alomerovic est décédé en 2003. Dans les entretiens qu'il avait accordés en 2000, il affirmait avoir pu visiter cinq centres de détention situés à l'intérieur du Kosovo. Il s'agissait de petites structures, souvent des garages ou des bâtiments industriels à la périphérie des villes, abritant de dix à cinquante détenus. L'ensemble de ce réseau de camps aurait été dirigé par un certain commandant Mala, de son vrai nom Alush Agushi, un proche de M. Ramush Haradinaj (2). Des familles de disparus auraient essayé de « racheter » leurs parents ; cependant, malgré des sommes d'argent importantes effectivement versées à des intermédiaires, aucune libération n'est jamais intervenue. De même, certains Serbes auraient été retenus en vue d'un échange contre des prisonniers albanais détenus en Serbie — dont le nombre était encore évalué à huit cents à la fin de l'année 2000.

Là encore, il est impossible de confirmer le moindre échange. Selon certaines sources, beaucoup de détenus serbes auraient été exécutés en 2001, quand Belgrade a adopté une loi d'amnistie et libéré les Albanais suspectés d'avoir appartenu à l'UCK. Certains centres de détention situés au Kosovo auraient servi de « camps d'étape » avant un transfert des prisonniers vers l'Albanie. M. Alomerovic avait, le premier, évoqué un trafic d'organes, en supposant l'implication de réseaux criminels internationaux qui auraient acheté les organes

fournis par les séides de l'UCK.

Le long isolement des premiers investigateurs Aucune enquête n'a fait suite aux révélations de M. Alomerovic, qui ont été rejetées par les organisations internationales présentes au Kosovo, notamment par la Mission des Nations unies (Minuk), alors dirigée par M. Bernard Kouchner. M. Alomerovic, militant connu de la défense des droits humains et opposant de longue date au régime de Milosevic, parlait d'un véritable « mur du silence » (3), la KFOR ayant, contre l'évidence, démenti l'existence du moindre centre de détention au Kosovo... Dans ses Mémoires, Mme Carla Del Ponte, ancienne procureure générale du Tribunal pénal international pour la Yougoslavie (TPIY), évoque elle aussi ce mur du silence auquel elle s'est heurtée quand elle a voulu enquêter sur les disparitions de civils serbes et sur l'hypothèse d'un trafic d'organes (4).

Comme le souligne M. Dick Marty dans les nombreuses interviews qu'il a données depuis la publication du rapport dont il a été chargé par le Conseil de l'Europe (lire « Des conclusions explosives »), « tout le monde au Kosovo » était pourtant au courant des disparitions de civils serbes, mais aussi de la détention, durant la guerre, de nombreux « collaborateurs » albanais supposés du régime serbe. Un quotidien de Pristina, Bota Sot, n'a cessé, depuis 1999, de dénoncer les éliminations physiques de sympathisants de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), la formation de feu Ibrahim Rugova, durant et après la guerre. Bajrush Morina, son rédacteur en chef, résume la situation : « Depuis 1999, trois mille personnes ont été abattues au Kosovo, et seuls six cents de ces meurtres ont été élucidés. On a beaucoup parlé de vengeance familiales, mais, dans la grande majorité des cas, il s'agissait de meurtres politiques. » Le journal a lui-même payé son tribut de sang : deux de ses journalistes ont été abattus, et M. Morina a longtemps dû se déplacer sous la protection de gardes armés fournis par une compagnie privée de sécurité. Les informations publiées par le journal ont pourtant toujours été frappées de suspicion, en raison des liens que Bota Sot entretient avec la LDK.

Ce journal a aussi régulièrement évoqué l'existence de centres de détention au Kosovo et en Albanie, où étaient emprisonnés des Albanais accusés de « collaboration ». Le 28 février 2011 s'est ouvert devant le tribunal de Mitrovica le procès de deux anciens commandants de l'UCK, MM. Sabit Geci et Riza Alijaj, accusés d'avoir commis des crimes graves dans le camp de Cahan, situé dans les montagnes du nord de l'Albanie, à quelques kilomètres des frontières du Kosovo.

Petit village de montagne, Cahan a servi durant la guerre de centre logistique à l'UCK et de base arrière pour les volontaires qui partaient se battre au Kosovo. M. Bedri Cahani, l'homme fort du lieu, reconnaît volontiers que les habitants de Cahan se livraient à la contrebande de cigarettes avec le Kosovo et qu'il a été recruté dès l'automne 1997 par la guérilla, notamment pour faire passer, de nuit, les combattants par la montagne. L'UCK utilisait comme base une ancienne caserne de l'armée albanaise, abandonnée en 1992, dont les bâtiments se dressent toujours à l'entrée du village. Pour rejoindre Cahan depuis la bourgade de Kruma, il faut suivre sur près de dix kilomètres une mauvaise piste de montagne. L'endroit est discret, et l'ancienne caserne a aussi abrité un centre de détention, évoqué par M. Marty.

M. Z. Z. a séjourné deux mois et demi dans « l'enfer » de Cahan, et il sera l'un des principaux témoins protégés du procès de MM. Geci et Alijaj. Il évoque des mauvais traitements systématiques et des actes graves de torture. Certains détenus étaient forcés à avoir entre eux des relations sexuelles, d'autres ont subi des simulacres d'exécution. « Je suis probablement

le prisonnier resté le plus longtemps à Cahan, et je n'ai rencontré que des détenus albanais », assure-t-il cependant. M. Z. Z. précise y avoir vu passer les chefs les plus importants de l'UCK, notamment M. Hashim Thaçi, l'actuel premier ministre du Kosovo.

Toutes les personnes détenues à Cahan durant les mois de guerre du printemps 1999 auraient été, comme M. Z. Z., des cadres de la LDK, généralement arrêtés dans les villes de Kukës et de Kruma, où se pressaient les réfugiés chassés du Kosovo par les forces serbes. Certains étaient engagés dans les Forces armées de la République de Kosovo (FARK), le mouvement de guérilla concurrent de l'UCK créé, sans grand succès sur le terrain, par les partisans d'Ibrahim Rugova.

Dans son rapport, M. Marty pointe la responsabilité particulière d'une faction interne au sein de l'UCK, qu'il nomme « groupe de la Drenica », citant les noms de MM. Hashim Thaçi, Azem Syla, Xhevat Haliti, Kadri Veseli, Fatmir Limaj, Sabit Geci ou Riza Alijaj. Ces anciens commandants de la guérilla sont effectivement originaires de la Drenica, mais ils ont un autre point commun : ils appartenaient tous au Mouvement populaire du Kosovo (LPK), un groupe clandestin d'inspiration marxiste-léniniste « envériste », c'est-à-dire favorable au régime stalinien albanais d'Enver Hodja.

Ce mouvement, né dans la diaspora albanaise de Suisse, disposait d'un assez large réseau de militants clandestins au Kosovo. C'est également le LPK qui prit l'initiative, en 1996, de créer l'UCK, fédérant les quelques groupes de francs-tireurs qui opéraient déjà dans le pays, principalement dans la région de la Drenica. Le plus célèbre de ces francs-tireurs, le « commandant légendaire » Adem Jashari, objet d'une véritable dévotion au Kosovo, a été tué par la police serbe le 6 mars 1999. Son cousin, M. Gani Geci, autre franc-tireur de la première heure, est resté en vie, échappant de peu à un attentat en 2001. Il n'a jamais rejoint le Parti démocratique du Kosovo (PDK), héritier direct du LPK. Issu de la famille des bajraktar — les « chevaliers de village » de l'Empire ottoman — du village de Llausha, au cœur de la Drenica, il a toujours milité dans les rangs de la LDK, puis d'une petite scission de ce parti, dont il fut député au Parlement du Kosovo lors de la précédente mandature.

« Nous étions fidèles à Ibrahim Rugova, nous n'avions jamais entendu parler du LPK, ni d'ailleurs des FARK : pour nous, le sigle UCK fédérait tous les combattants. Quand les gens du LPK sont venus de Suisse, nous les avons accueillis. Ils avaient de l'argent, promettaient des armes, mais nous avons vite compris que seul le pouvoir les intéressait. » M. Geci réfléchit un instant, dans le somptueux oda, la pièce de réception traditionnelle de son immense demeure reconstruite après la guerre, avant de lancer : « De toute façon, ils n'ont jamais combattu les Serbes. Pour cela, ils comptaient sur l'OTAN. Ils se sont uniquement battus contre d'autres Albanais pour établir leur pouvoir absolu et, depuis la fin de la guerre, ils ont mis le Kosovo en coupe réglée. »

Ces assertions sont largement confirmées par un rapport de l'OTAN datant de 2003 et récemment déclassifié, qui désigne M. Haliti comme le « parrain » du Kosovo, contrôlant l'essentiel des activités illégales, de la contrebande au trafic de drogue et à la prostitution. Cadre majeur du LPK, il était aussi notoirement connu comme un agent de la Sigurimi, les services secrets de l'Albanie stalinienne. Il est l'un des principaux chefs du « groupe de la Drenica » qui, en réalité, est identifiable aux structures dirigeantes du LPK et de l'actuel PDK.

Pour parvenir à ses fins, le PDK pouvait compter sur un puissant instrument : le Shërbimi informativ i Kosovës (SHIK), un service de renseignement dirigé par MM. Veseli et Syla. A la fin de 2009, le Kosovo a été secoué par les révélations d'un ancien agent du SHIK, M. Nazim Bllaca, qui a publiquement reconnu le meurtre d'un collaborateur albanais de la police serbe. Placé en résidence surveillée dans l'attente de son procès, M. Bllaca peut à nouveau s'exprimer dans la presse. Dans une interview accordée en janvier 2011 au quotidien Koha Ditore, il affirme que le SHIK a abattu « six cents personnes dans les mois qui ont suivi l'instauration du protectorat international, un millier en une année ».

Les langues commencent à se délier au Kosovo, du moins sur les violences commises par l'UCK contre des Albanais accusés de collaboration ou défendant une autre option politique que celle de la guérilla. En revanche, nul ne veut encore parler du sort des Serbes disparus. M. Z. Z. explique ainsi qu'à la fin de la guerre, il a été transféré du camp de Cahan vers la ville de Prizren, au Kosovo. « Je suis resté détenu plusieurs jours dans la cave d'une maison, en compagnie de sept Serbes âgés et d'un Rom. Nous étions deux prisonniers albanais du camp de Cahan, et nos geôliers nous forçaient à frapper les vieux Serbes. J'ai finalement été libéré par les soldats allemands de la KFOR, mais les Serbes avaient précédemment été emmenés vers une destination que j'ignore. »

Nous n'avons pu trouver confirmation du fait que le camp de Cahan a aussi accueilli, après la fin de la guerre, des prisonniers serbes qui auraient été destinés à alimenter un trafic d'organes. En revanche, quand Cahan abritait un centre de torture destiné aux « dissidents » de l'UCK, au printemps 1999, cette base de la guérilla était régulièrement fréquentée par les hommes des unités spéciales de l'armée américaine (5).

(1) La première forme est celle du nom serbe de la ville, la seconde, celle de son nom albanais. (2) M. Haradinaj, ancien commandant de l'UCK dans l'ouest du Kosovo, a été premier ministre du Kosovo de décembre 2004 à mars 2005. Dirigeant toujours sa formation, l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK), il est actuellement détenu à la prison internationale de Scheveningen (Pays-Bas), en attente de son procès en appel devant le TPIY. En première instance, il avait été acquitté, plusieurs témoins à charge ayant été assassinés ou s'étant rétractés à l'audience.

(3) Cf. Vanja Mekterovic et Vladimir Radomirovic, « Kosovo : l'archipel des camps de l'UCK », 17 avril 2000. (4) Carla Del Ponte, *La Traque, les criminels de guerre et moi*, Héloïse d'Ormesson, Paris, 2009. (5) Ce que confirme notamment le témoignage d'un médecin australien : Craig Jurisevic, *Blood on my Hands : A Surgeon at War*, Wild Dingo Press, Melbourne, 2010.

Jean-Arnault Dérens